

# Attrirance mutuelle

## Le nouveau partenariat entre la Chine et l'Afrique pour le développement de l'aide et du commerce

Ulrich Jacoby

**L**A CHINE, pourtant elle-même pays en développement, prend rapidement un rôle essentiel dans le développement de l'Afrique subsaharienne. Sa forte croissance et les besoins en pétrole et autres produits de base qu'elle entraîne ont stimulé le commerce avec l'Afrique où ces ressources abondent, et les entreprises chinoises investissent sur tout le continent. De plus, alors que l'Afrique attend toujours le surcroît d'aide promis par les grands pays industriels lors du sommet économique de Gleneagles en 2005, la Chine a déjà accru son aide à l'Afrique subsaharienne et s'est récemment engagée à l'augmenter encore, objectif remarquable de la part d'un pays qui fait encore partie des dix principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement.

### Poussée du commerce et de l'investissement

Sur le front commercial, les exportations de l'Afrique subsaharienne vers la Chine ont bondi en 2005, pour atteindre 19 milliards de dollars, soit 15 % des exportations totales de la région, contre quelque 5 milliards en 2000 et un chiffre négligeable en 1990. Cette croissance annuelle de 30 % depuis 2000 représente environ un cinquième de l'augmentation totale des exportations pendant cette période. L'émergence de la Chine comme important partenaire commercial de la région concerne principalement les carburants et les matières premières. En 2005, la Chine a absorbé le quart des exportations de matières premières de l'Afrique subsaharienne et le sixième de celles de carburants; parallèlement, 20 % des importations de carburants de la Chine provenaient de cette région. Globalement, la Chine est maintenant le premier partenaire commercial asiatique de l'Afrique subsaharienne et le pays vers lequel ses exportations augmentent le plus vite (graphique).

Quant aux importations, les achats de l'Afrique subsaharienne à la Chine, presque uniquement de produits manufacturés, ont fait un bond eux aussi, passant de 3,5 milliards de dollars en 2000 à plus de 13 milliards en 2005, soit encore près de 15 % des importations totales de la région.

Du côté de l'investissement, les sociétés d'État chinoises forment souvent des entreprises communes avec des sociétés publiques d'Afrique subsaharienne pour s'assurer une source de produits de base. En Angola, la société chinoise SINOPEC investit



Un contremaître chinois supervise la construction d'une route en Éthiopie.

3,5 milliards de dollars dans un partenariat avec Sonangol pour exploiter les blocs offshore récemment mis en adjudication et prévoit de construire une raffinerie de 3 milliards de dollars. Au Gabon, le consortium CMEC/Sinosteel, financé par la Chinese Import-Export Bank, investit environ 3 milliards de dollars dans l'exploitation du minerai de fer; le projet comporte la construction d'une ligne de chemin de fer, d'un port et d'une centrale hydroélectrique en échange de droits exclusifs d'exploiter la mine. Enfin, en Guinée équatoriale, une filiale de la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a récemment signé un contrat de partage de la production avec la Compagnie pétrolière nationale de Guinée équatoriale (GEPetrol).

### L'aide de la Chine augmente

La Chine a fortement accru l'aide qu'elle fournit sous diverses formes : assistance technique, axée sur la formation dans des institutions chinoises, dons, prêts sans intérêt, prêts à des conditions préférentielles comportant une bonification d'intérêt et allègement de dette. Toutefois, la Chine n'est pas membre du Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui suit l'aide internationale accordée par ses membres, et elle ne publie pas encore le montant et les conditions de son aide. Les données sur cette question sont donc fragmentaires.

L'aide de la Chine à l'Afrique est importante; pour 2006, on estime le total des prêts et lignes de crédit à environ 19 milliards de dollars. Les principaux bénéficiaires sont l'Angola, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Nigéria et la République du Congo, les lignes de crédit consenties à l'Angola et à la Guinée équatoriale atteignant à elles seules 14 milliards de dollars environ. La part des dons est faible mais la Chine a récemment annulé un montant de dette estimé à 260 millions de dollars pour la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Mali, le Sénégal, le Togo, le Rwanda, la Guinée et l'Ouganda.

L'aide consiste surtout en financement de projets dans l'énergie, les télécommunications et les transports. Elle est principalement fournie en nature, généralement par les sociétés chinoises et elle prend habituellement la forme de projets clés en main, utilisant surtout des intrants chinois, notamment la main-d'œuvre. Les projets sont concentrés sur les infrastructures économiques et



sociales, comme les routes et les hôpitaux, sur le secteur productif, notamment l'agriculture, et sur d'autres constructions comme les bâtiments publics et les stades. Ils sont souvent accompagnés par des contrats de mise en valeur des ressources minières et énergétiques.

La Chine se flatte de ne pas attacher de conditions politiques à son aide (à part le soutien au «principe d'une seule Chine») et elle souligne que les partenaires sont à égalité en insistant sur la coopération Sud-Sud. Le caractère concessionnel des prêts varie beaucoup. Certains gros prêts et lignes de crédit accordés ne sont pas vraiment concessionnels, même s'ils sont assortis de conditions plus favorables que celles du marché. Toutefois, un crédit récent de 2 milliards de dollars à la Guinée équatoriale et de nombreux prêts plus petits à des pays d'Afrique subsaharienne sont concessionnels. Le degré de libéralité

dépend aussi d'autres conditions, comme l'exigence que seules les entreprises chinoises utilisant des produits chinois puissent soumissionner (70 % des lignes de crédit en Angola ont été utilisés sous cette forme). De plus, le remboursement des prêts est souvent lié, comme en Angola, à la fourniture de pétrole. Quant aux allègements de dette, la Chine a lancé sa propre initiative, dont les conditions ne concordent pas forcément avec celles de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) renforcée, qui est multilatérale.

### Augmentations en perspective

La Chine prévoit des augmentations substantielles de son aide à l'Afrique. Lors du Sommet du Forum sur la coopération Chine-Afrique tenu à Beijing en novembre 2006, le Président Hu Jintao a annoncé que la Chine doublerait d'ici à 2009 son aide de 2006 à l'Afrique. Il a déclaré aussi que la Chine allait offrir 5 milliards de dollars en crédits préférentiels (dont 2 milliards consisteraient en crédit-acheteur), créer un fonds de développement Chine-Afrique doté de 5 milliards de dollars pour encourager et soutenir les investissements des sociétés chinoises en Afrique, et annuler tous les prêts publics sans intérêts remboursables fin 2005 pour les pays les plus pauvres et les moins avancés qui ont

des relations diplomatiques avec la Chine. En outre, la Chine encouragera les échanges commerciaux de ces pays en portant de 190 à plus de 440 le nombre de leurs articles d'exportation bénéficiant de droits nuls. Elle créera entre trois et cinq zones de coopération commerciale et économique en Afrique, fournira une assistance dans les secteurs social et médical et construira un centre de conférences pour l'Union africaine. Pendant le sommet, des contrats commerciaux d'une valeur de 1,9 milliard de dollars ont été conclus dans divers secteurs, et la Chine entend multiplier par plus de 100 % les échanges bilatéraux pour les porter à 100 milliards de dollars d'ici à 2010.

### Conséquences pour les pays d'Afrique subsaharienne

Comment réagissent les pays africains devant ces largesses? Le continent a certes besoin de ressources supplémentaires pour progresser plus vite qu'aujourd'hui vers les objectifs du Millénaire pour le développement, dont la réalisation a pris du retard, et relever son niveau de vie. L'augmentation du commerce et de l'investissement direct pourrait créer des possibilités d'emploi et faciliter les transferts de technologie. Toutefois, pour tirer le meilleur parti des chances offertes par la Chine, les pays africains doivent aussi renforcer leur politique en matière de commerce et d'utilisation de l'aide.

**Commerce.** Les pays d'Afrique subsaharienne doivent accélérer la libéralisation des échanges en encourageant le commerce et la division du travail à l'intérieur de la région. Cela leur permettrait de conserver des coûts peu élevés et une forte compétitivité, et de profiter pleinement de l'accès à la mer. L'amélioration de l'infrastructure régionale et des formalités aux frontières faciliterait aussi les échanges. En proposant des produits à plus forte valeur que ses exportations traditionnelles, fondées sur l'agriculture et les matières premières, l'Afrique augmenterait la valeur de ses exportations et profiterait mieux de leur accès préférentiel aux marchés de l'Union européenne et des États-Unis. Ainsi, les pays d'Afrique subsaharienne bénéficieraient de la coopération avec leurs partenaires chinois pour surmonter les obstacles à l'entrée, tels que les normes techniques et les critères de qualité, étant donné que les Chinois ont l'expérience de la pénétration des marchés occidentaux. Les possibilités de conclure des partenariats avec des entreprises chinoises sont importantes. Toutefois, ces pays devront offrir des conditions égales à tous les investisseurs étrangers pour tirer le meilleur parti de leurs apports.

**Aide.** Il ne serait pas inutile que la Chine révèle son aide de façon transparente aux autres donateurs et partenaires du développement, notamment ceux qui sont présents sur place.

Pour préserver la viabilité budgétaire et extérieure, le montant et les conditions des prêts doivent être compatibles avec le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu institué par le FMI et la Banque mondiale. L'aide doit aussi être alignée sur les priorités nationales des pays bénéficiaires, telles qu'elles sont formulées dans leur stratégie de réduction de la pauvreté.

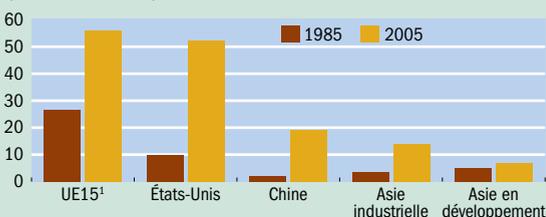
À moyen terme, pour bénéficier au maximum des projets chinois, les pays d'Afrique subsaharienne doivent s'efforcer de former plus de travailleurs compétents, ce qui développera l'emploi, et d'adopter des formes de coopération telles que les entreprises communes qui facilitent les transferts de technologie et améliorent la viabilité des projets. ■

*Ulrich Jacoby est économiste principal au Département Afrique du FMI.*

### Boom des exportations

Ces 20 dernières années, les exportations africaines (produits de base, matières premières et pétrole brut) sont montées en flèche.

(milliards de dollars)



Source : Nations Unies, base de données Comtrade.

<sup>1</sup>Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.